

Communiqué de presse

Samedi 17 mai 2014

Journée internationale contre le massacre des chiens errants en Roumanie

Carton rouge pour la Roumanie!

Red card for Romania!

Qui?

Les associations Genèveanimaliste, Lausanimaliste, Mukitza et l'Oasis des Vétérans

Quoi?

Journée de mobilisation internationale contre le massacre des chiens errants en Roumanie.

Des manifestations sont prévues dans plusieurs dizaines de villes en Europe, dont Genève (place des Nations), Bâle et Zurich, pour la Suisse, et une quinzaine de villes en France.

Contact presse

- Sabine Galleazzi (Vice-présidente de Mukitza) : 00 33 (0)6 15 38 53 32
- Jérôme Dumarty (Genèveanimaliste, Lausanimaliste) :
00 41 (0)77 475 62 81

Les faits sur le terrain

Une situation récurrente

Suite à un triste fait divers en septembre 2013, le gouvernement roumain a voté une loi sur l'élimination des chiens errants. Désormais, tout canidé

errant est capturé et, s'il n'est pas adopté, euthanasié au bout de 14 jours.

La Roumanie semble être confrontée depuis toujours au problème des chiens errants. Mais le problème s'est amplifié sous la période communiste. L'exode rural, organisé par le pouvoir qui rasait les villages, a concentré la population dans des immeubles. Les animaux de compagnie sont restés dans la rue. A cette époque, des campagnes d'éradication massive, aux résultats très limités, étaient régulièrement organisées. À la chute du régime de Ceausescu, les chiens errants se comptaient par millions.

Aujourd'hui, malgré des subventions européennes et des financements d'associations de protection animale pour stériliser les animaux errants, le ramassage se veut systématique. L'Etat roumain espère réduire la population canine par l'euthanasie. Outre le fait que ce choix est moralement condamnable, et qu'il s'agit d'un détournement des subventions, la réalité est bien pire encore...

"50 € mort ou vif !"

Les "dogcatchers" (*littéralement les "preneurs de chiens"*) sèment la terreur dans les villes roumaines : les chiens errants sont massacrés à coup de hache ou de pelle, éventrés en pleine rue, brûlés vifs, empoisonnés, tués de toutes les façons possibles, les plus cruelles et les plus révoltantes. Ceux qui arrivent encore vivants à la fourrière sont, soit euthanasiés sur le champ avec de l'antigel ou gazés, soit entassés dans des cages où ils meurent de faim, de soif et de maladie. Les refuges publics sont en vérité des mouirois.

Cette loi roumaine entretient un trafic bien huilé, très juteux et très largement répandu. **A Bucarest, la fourrière a dépensé 13 millions d'euros en 7 ans.** Pour l'ensemble du pays, le montant est estimé entre 25 et 40 millions d'euros. Les «dogcatchers» sont payés par les mairies **50 euros par chien capturé mort ou vif.** Ils les attrapent avec des pinces ou des manches à lasso, les battent à mort. Le salaire moyen en Roumanie est de 400 euros environ, ce qui fait de la capture de chiens un business très lucratif...

Les réactions locales et internationales

Une délégation du parlement européen s'est rendue en Roumanie en janvier 2014 suite aux nombreuses pétitions et plaintes de citoyens européens. Elle était menée par le député européen polonais Janusz Wojciechowski et son assistante le docteur Karolina Tomaszewska vétérinaire qui n'ont pu que constater ce qui précède.

Les associations pour la protection des animaux s'insurgent et se mobilisent. Elles essaient de rapatrier le plus de chiens possible par le biais de famille d'accueil ou d'adoptants.

La population roumaine s'indigne. Les gens embarquent les chiens dans leur voiture pour les emmener loin des villes. Dernièrement, une Roumaine s'est couchée sur un chien pour empêcher les «dogcatchers» de l'emmener.

L'escalade de la violence semble sans fin : il y a quelques semaines, un refuge privé mais situé sur un domaine public, a été pris d'assaut et tous les chiens qui s'y trouvaient ont été emmenés et assassinés, avec la bénédiction de la municipalité, alors que nombre d'entre eux étaient déjà adoptés.

Cette manifestation internationale du 17 mai a pour but d'informer les populations et d'interpeller les autorités de tous les pays pour que qu'ils forcent la Roumanie à cesser ce massacre.

Un exemple caricatural de spécisme

S'il s'agissait d'une ethnie humaine, cette situation serait qualifiée de **génocide**. Mais comme il s'agit d'animaux non humains, ce n'est rien, seulement de la régulation démographique...

Pourtant, tous ceux qui vivent avec des chiens le savent : ce sont des êtres sensibles, capables de ressentir la souffrance, la peur, le plaisir et la joie. Ils cherchent à protéger leur vie et sont aussi capables de la sacrifier pour autrui. **Ils ne sont pas si différents des humains**, mais l'état roumain les considère comme des "nuisibles", et les assassine sans vergogne.

Pour gérer l'augmentation démographique des chiens errants, l'état roumain a préféré utiliser "son" argent pour payer des assassins plutôt que des vétérinaires - le meurtre plutôt que la stérilisation. C'est

moralement inacceptable, d'autant plus que la méthode ne fonctionne pas : d'une part elle engendre un business mafieux où les animaux sont parfois relâchés pour être comptabilisés plusieurs fois, et d'autre part, les chiens se reproduisent très vite, car les portées sont nombreuses (souvent plus de 5 chiots). Seules des campagnes de stérilisation peuvent permettre de maîtriser leur démographie, tout en respectant leur vie. S'il s'agissait d'êtres humains, jamais nous n'envisagerions de contrôler la démographie en assassinant les personnes : c'est par le contrôle des naissances que nous agirions, car c'est la seule méthode moralement acceptable et aussi la seule qui fonctionne.

Nos revendications

L'Etat roumain doit modifier la loi qui permet ces massacres, et mettre un terme à ceux-ci. Il doit de surcroît condamner les personnes qui ont fait du zèle, c'est-à-dire qui sont allées massacrer des chiens adoptés, qui n'ont pas respecté le délai de 14 jours avant l'euthanasie ou qui ont délibérément torturé, affamé, laissé sans soins, les chiens dans les refuges, ainsi que ceux qui ont directement fraudé en comptabilisant les chiens capturés plusieurs fois.

L'Europe doit exiger le remboursement des subventions qui ont été détournées par l'Etat roumain, et qui étaient destinées à la vaccination et la stérilisation des chiens errants, ainsi que l'argent donné par des associations de protection animale. Cet argent doit servir à améliorer l'état des refuges en Roumanie, la formation de vétérinaires dignes de ce nom et la stérilisation des animaux errants, afin d'endiguer la démographie canine d'une façon moralement acceptable. L'Europe doit en outre faire appliquer la loi européenne de protection animale en Roumanie comme dans tous les autres pays européens.

L'ONU devrait condamner les états qui promulguent des lois spécistes, et étendre la notion de génocide au delà de la frontière d'espèce. Car si les génocides sont moralement inacceptables pour les humains, rien ne justifie qu'ils puissent être acceptables pour les animaux.

Les pays limitrophes devraient se doter de moyens sérieux pour sauver la vie des chiens "réfugiés", ainsi qu'ils le feraient pour des humains réfugiés. En particulier, **la Suisse** devrait assouplir ses lois concernant l'entrée sur son territoire et l'adoption des animaux qui sont en grand danger s'ils restent dans un pays où leur vie est directement menacée, tel que la Roumanie aujourd'hui pour les chiens.

Témoignages, pétition et réseaux sociaux

Témoignages

<http://lamaltraitanceanimale.over-blog.com/massacre-en-roumanie>

[roumanie_lettre_fbb.pdf](#)

https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=t9RQobvGnFo

<https://www.facebook.com/events/873209659374153/permalink/877070065654779/>

<http://www.bing.com/videos/search?q=MASSACRE+DES+CHIENS+EN+ROUMANIE&qpv=M=VDRE>

Pétition de la Fondation Brigitte Bardot

[petitionroumanie_fbb.pdf](#)

Évènement Facebook

<https://www.facebook.com/events/873209659374153/?fref=ts>